



## L'Europe livrée à la finance Sarkozy, Merkel, dégagez !

### Austérité sans fin, dette sans fond.

L'augmentation de la dette publique est le résultat des cadeaux répétés aux plus riches -baisses d'impôts et de cotisations sociales- et du sauvetage des banques, avec de l'argent public, après la crise financière de 2008. L'endettement public est devenu une arme aux mains des marchés financiers, banques et autres agences de notation. AAA<sup>+</sup>, AAA<sup>-</sup>, triple arnaque ! En baissant les notes des Etats, ces dernières augmentent les taux d'intérêt pour emprunter. Les agences alimentent le business des banques et des marchés !

Les financiers veulent imposer aux Etats la réduction drastique des dépenses en cassant les droits sociaux, à l'éducation, à la santé, à la protection sociale, à la retraite. Des gouvernements de droite ou de « gauche » mettent en œuvre des plans d'austérité pour essayer de satisfaire les exigences toujours plus violentes des marchés. Ces mesures antisociales nourrissent la récession, la baisse des recettes pour les Etats, le creusement des déficits.... L'austérité accentue la crise.

### L'Europe livrée à la finance.

De sommets européens en sommets européens, c'est toujours la même logique : faire payer les populations, y compris par la manière forte...

Une nouvelle étape a été franchie ces dernières semaines. Sarkozy et Merkel ont obligé des gouvernements usés et plus assez fiables pour imposer des plans d'austérité à se démettre. Avec « Merkozy » les marchés financiers ont commencé à nommer eux-mêmes, à la tête de gouvernements, des représentants directs de banques, les responsables de la crise ouverte en 2008 !

La destruction des droits sociaux s'accompagne d'une régression antidémocratique sans précédent.

Après avoir confié la politique monétaire aux banquiers de la BCE, le couple « Merkozy » veut soustraire les budgets aux parlements nationaux pour le confier à des institutions qui n'ont pas été élues. Avec le « pacte budgétaire » dont le principe a été acté au sommet européen de la semaine dernière, ces institutions auraient ainsi le pouvoir de sanctionner des Etats qui ne pratiqueraient pas l'austérité perpétuelle !

### Refuser de payer la dette, construire une autre Europe

Le seul résultat de ces décisions serait d'accroître la souffrance des peuples et de favoriser un peu plus la montée de l'extrême-droite. Il est donc urgent de préparer une riposte de l'ensemble du monde du travail et aussi de proposer une alternative à l'échelle européenne avec l'ensemble des organisations de la gauche antilibérale et anticapitaliste qui refusent les politiques d'austérité qu'elles soient menées par la droite ou par la gauche. Au centre de cette alternative, il y a le refus de payer la dette illégitime, l'exigence de son annulation, la nationalisation des banques sans indemnité ni rachat et la constitution d'un service public bancaire.

Les campagnes contre les plans d'austérité, les mobilisations des salariés, celles des enseignants le 15 décembre, la campagne pour l'audit des dettes publiques et la suspension de leur paiement, les initiatives des Indignés, sont autant de points d'appui pour un mouvement d'ensemble et le regroupement des anticapitalistes contre la crise et l'austérité.



Le NPA 49 vous souhaite de bonnes fêtes de fin d'année... et que la lutte continue !

Et n'oubliez pas la souscription !

## Agenda janvier 2012 :

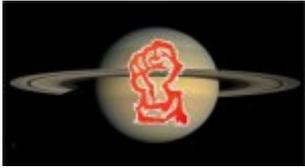
- **vendredi 20 janvier** en soirée : débat avec Dominique Vidal et Nabil Elnasri, à l'initiative de l'association Falsafa, en partenariat avec l'AFPS, Maison de quartier des Hauts de St Aubin (Angers-Verneau).

- **mardi 31 janvier à 20h30** : Débat : "L'austérité, une stratégie pour nous faire payer la dette !" avec Bernard Friot & Thomas Coutrout. Salle Thiers-Boisnet, Angers. Buffet 19h30.

Retrouvez l'Anjou rouge sur le site du NPA 49 :  
<http://npa49.free.fr/>

Recevez le gratuitement en nous écrivant :  
[npa49@yahoo.fr](mailto:npa49@yahoo.fr)

## Les Saturn d'Angers en lutte : solidarité !



*Le rachat de Media Saturn France par HTM-Boulangier il y a un an a des conséquences concrètes pour les salarié-e-s angevins : la fermeture du site à "Fleur d'eau" (centre commercial de l'hyper-centre ville d'Angers) ! Avec le soutien principal de la CGT, les salarié-e-s refusent d'être conduits à l'abattoir en l'absence de tout repreneur. À nouveau, ils sont massivement entrés en grève les samedis 10 et 17 décembre après-midi et n'entendent pas en rester là. Le NPA49 soutient leur lutte à 100% !*

Dans le grand jeu de Monopoly capitaliste, la filiale Boulangier de la multinationale Mulliez a décidé il y a un an de racheter les 35 magasins Saturn de France, plongeant dans l'incertitude leurs 2000 salarié-e-s. [1] En effet, au nom des règles sur la "concurrence", cinq d'entre eux (au moins) doivent être fermés. [2] Un plan social de 300 licenciements est dans les tuyaux, alors que 400 "départs" plus ou moins forcés ont déjà eu lieu. [3] Le magasin de "Fleur d'eau" à Angers est mis en vente mais reste à ce jour sans repreneur. [4] Comme pour les quatre autres sites menacés de fermeture, aucun reclassement ou plan social n'est proposé aux salarié-e-s, êtres humains rabaissés au rang de simples pions du jeu de Monopoly de Boulangier-Mulliez. C'est pourquoi les "Saturn" angevins sont entrés en lutte, appuyés par la CGT. Après un premier débrayage durant deux heures le samedi 5 novembre après-midi, accompagné de distribution de tracts, elles et ils ont massivement remis le couvert (à 80% !) les samedis 10 et 17 décembre, en pleine période de fêtes. Des militants de la CGT sont venus leur manifester leur soutien.

Les "Saturn" en lutte exigent :

- ▶ une visibilité sur leur avenir avant août 2012 (deadline pour la reprise du magasin) ;
- ▶ un reclassement local au sein du groupe HTM sur la base de leurs contrats de travail actuels et de leurs acquis (alors que Boulangier s'implante sur le site ATOLL à Beaucozé) ; [5]
- ▶ le droit au départ volontaire avec l'équivalent de 2 ans de salaire-primés-avantages sociaux.

Elles et ils manifestent aussi leur solidarité avec les salarié-e-s des autres magasins repris et à celles et ceux du siège (dont les secrétaires facturières) qui voient leurs emplois d'ores et déjà menacés.

Le NPA49 soutient inconditionnellement la lutte pour l'emploi des "Saturn". Les salarié-e-s ne sont ni des kleenex, ni de simples pions, ni des marchandises. Leurs vies valent plus que les règles de "concurrence" et que les profits des capitalistes !

[1] En août, un salarié du siège de Ris-Orangis, avec vingt ans d'ancienneté, s'est tiré une balle dans la tête, chez lui mais en laissant une lettre souhaitant que son geste aide les autres salariés de Saturn.

[2] Il s'agit de ceux d'Angers, d'Aubergenville, du Havre, de Mulhouse et de Toulon. Leurs 250 salariés risquent d'être licenciés sans même un plan "social" dans la mesure où ils ont été sortis du périmètre du groupe

[3] Le 17 novembre, la direction a présenté au comité central d'entreprise une première version du plan de "sauvegarde" de l'emploi (PSE). Une véritable provocation, typique de l'inhumanité du capitalisme, avec des conditions minimales en termes d'indemnités et de reclassement (un cinquième de mois de salaire par année d'ancienneté, soit deux mois pour dix ans d'ancienneté !). La centaine de salariés du siège et deux à trois postes supprimés par magasin restant - soit au moins 60 - et tous ceux qui refuseraient de passer au salaire variable - une partie de la rémunération devant désormais dépendre des ventes.

[4] Relevons à ce propos l'inquiétant silence de la mairie d'Angers. Le site Fleur d'eau a pourtant été présenté par elle comme un fleuron du commerce en centre-ville !

[5] ATOLL est le nouveau grand centre commercial dévoué à la maison que l'agglomération angevine a porté sur les fonts baptismaux. Révélateur de la vision productiviste de l'équipe municipale angevine - où pourtant siègent des "Verts" estampillés - il va induire une considérable augmentation de la circulation automobile et a déjà justifié la construction de force routes et ouvrages d'art...

## Menaces sur Technicolor à Angers

Technicolor vient d'annoncer la suppression de 600 postes en 2012. L'usine d'Angers qui produit des décodeurs et possède encore 330 salariés est directement menacée. Derrière la « recherche d'un partenaire » pour cette usine annoncée par la direction, pourrait bien en effet se profiler sa fermeture, dernière étape dans la liquidation de l'ex-usine Thomson. Non aux licenciements à Thomson et ailleurs !



## Journée du 13 décembre : échec avant rebond ?

Le mardi 13 décembre était officiellement une journée nationale de mobilisations interprofessionnelles pour protester contre les plans d'austérité du gouvernement, à l'appel de l'intersyndicale CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA. Cependant, aucun appel à la grève n'avait été lancé. Un rassemblement à Angers était convoqué à 11h30.

Environ 300 personnes (350 selon l'UD CGT) se sont rassemblées à l'heure dite devant la préfecture angevine. [1] Pour l'essentiel, il s'agissait de militants CGT (Cesame, CDC, Métaux, conseil général, CHU...). Seulement une petite trentaine de militants CFDT avait répondu à l'appel. Hormis quelques drapeaux du Snesup et représentants du SNEP, du SNUIPP et du SNES, la



FSU était peu présente (réservant sans doute ses forces pour la mobilisation éducation nationale du surlendemain). [2] Quant à l'union Solidaires, elle boycottait ce rassemblement départemental. Des militants politiques NPA, PCF, PG et LO affichaient néanmoins leur présence. Il y eut deux interventions CGT (UL et UD) encadrant celle de la CFDT.

La faiblesse de la mobilisation était attendue mais reste surprenante. Attendue, car le mouvement syndical français (et européen) est en panne de dynamique. Il justifie son attentisme par la faible mobilisation de la base mais celle-ci résulte en partie de l'absence de perspectives crédibles au sommet. Certes, la crise pèse lourdement sur le moral et la conscience de classe. Néanmoins, à travers toute l'Europe des mobilisations importantes de résistance se construisent (jusqu'en Russie !). Avec le mouvement des Indignés, les révoltes se propagent aux USA. La morosité en France ne laisse donc point de surprendre... Comme en Grèce, en Italie ou en Espagne, les salarié-e-s et jeunes peuvent refuser le diktat des marchés et le faire savoir. Sans attendre passivement les élections présidentielles (et laisser ainsi le champ libre à l'extrême-droite FN ou UMP-droite populaire), il faut se mobiliser et construire un meilleur rapport de forces.

La journée d'action du 13 décembre appelée par les syndicats fut une sorte de premier pas, mais par trop chancelant. Il faut faire plus. Les mesures iniques du gouvernement Sarkozy-Fillon ne sont que le début de ce que les possédants préparent pour la prochaine période. Toutes les forces politiques et syndicales qui défendent les intérêts des salariés et de la population doivent s'unir pour préparer une riposte à la hauteur des attaques. Il y a urgence !

[1] Elles étaient 5 000 à Paris, avec une banderole en forme de billet « De l'argent pour les salaires et l'emploi en Europe, pas pour la finance », entre 1 000 et 2000 à Lyon, Bordeaux, Rouen, Nantes, etc.

[2] Cette deuxième "journée" de la semaine visait à mobiliser contre l'aggravation du système d'évaluation des enseignant-e-s décidée par le ministre Chatel. Au-delà d'aspects financiers évidents, cette n-ième "réforme" vise à faire évoluer l'école vers les méthodes du privé et le recrutement des professeurs par les chefs d'établissement. Tous les trois ans, les enseignant-e-s seraient soumis à entretien basé sur un contrat d'objectifs (= leur capacité à mettre en œuvre les contre-réformes !) Si elle s'imposait, comme c'est déjà le cas ailleurs en Europe, ce serait la fin de l'école publique et l'institutionnalisation de l'inégalité entre les élèves. Cela affaiblirait aussi, en le divisant, un secteur qui a marqué ces dernières années par ses luttes et son syndicalisme encore puissant...

Alors que le gouvernement a supprimé plus de 70.000 postes en cinq ans, menant ainsi le plus grand plan social jamais vu en

France, la grève du 15 décembre a permis à de nombreux enseignant-e-s de montrer leur ras-le-bol. Le choix de la date, à la veille des vacances scolaires, n'était cependant pas le plus pertinent. Il est regrettable que les syndicats de l'Éducation nationale n'aient pas mis tout leur poids dans la balance pour faire de la journée du 13 contre les mesures d'austérité, une grande mobilisation interprofessionnelle. Néanmoins, le 15 décembre a été un succès relatif et peut permettre de rebondir à la rentrée. À Angers, la manifestation enseignante (à l'appel de toutes les fédérations syndicales de l'Éducation nationale -sauf le SGEN-CFDT- et de plusieurs syndicats du supérieur) a rassemblé environ 500 personnes (dont quelques lycéens). Une AG avait au préalable réuni une cinquantaine de militant-e-s à la bourse du travail.

# Un collège public à Beaupréau !

METTEZ VOTRE ENFANT DANS LE PRIVÉ



Une centaine de militant-e-e et de parents d'élèves des Mauges a manifesté devant la préfecture d'Angers et le Conseil général, toute la matinée du lundi 19 décembre, pour exiger la création d'un collège public à Beaupréau, dans les Mauges, alors qu'un lycée public va y ouvrir en 2015. Cette création se heurte en effet aux manœuvres d'obstruction du cartel UMP-État-Enseignement diocésain. Au cours de ce rassemblement, il fut notamment fait état des réactions à ce propos des candidats à l'élection présidentielle (celles de Jean-Luc Mélenchon, de Nathalie Arthaud, de **Philippe Poutou** et d'Éva Joly, ainsi que des promesses de réponse de François Hollande et Jean-Pierre Chevènement).

En ce début de vacances scolaires, pas moins de cent personnes sont venues devant la préfecture exprimer une vieille colère contre l'étouffement dont l'école publique est victime depuis des décennies au cœur des Mauges. Dans cette région, l'enseignement confessionnel catholique entend conserver son monopole avec l'appui de la droite clientéliste, de maires de certaines communes jusqu'à la tête du Conseil général représentée par l'UMP Christophe Béchu. Pour la bourgeoisie angevine, il s'agit, par delà le prétexte confessionnel, de maintenir une sorte de sous-développement scolaire dans une population essentiellement ouvrière. Mais au sein de cette population, des parents se révoltent, soutenus par les

syndicalistes enseignants du public, pour exiger des écoles publiques dans toutes les communes, et un collège public à Beaupréau en attendant le lycée public promis par le conseil régional en 2015. Lorsqu'une école publique réussit à ouvrir dans une commune des Mauges, ses effectifs dépassent très vite les prévisions officielles. On comprend dès lors que le lobby diocésain relayé par l'UMP et Christophe Béchu cherche à opposer tous les prétextes à l'ouverture d'un collège public à Beaupréau. Il s'agit pour la hiérarchie catholique d'éviter qu'un enseignement de qualité lui siphonne son vivier d'élèves, ses ressources financières et tout simplement son pouvoir sur les consciences...



Ont pris la parole les organisateurs du rassemblement : le collectif vigilance laïcité du Maine-et-Loire (FCPE-FOL-FRANCAS-FSU-LDH-OCCE-SNEP-SNES-SNESUP - SNUIPP-Solidarité laïque-SUD-UNSA), le collectif pour la promotion de l'école publique dans les Mauges et l'association des parents d'élèves des écoles publiques de Beaupréau, ainsi que des parents d'élèves des Mauges. Des représentants de partis politiques étaient également présents (NPA, Parti de gauche, LO, EELV). Le porte parole du collectif vigilance laïcité, Jack Proult, a évoqué les réponses à la lettre ouverte aux candidats à l'élection présidentielle sur la question du collège public de Beaupréau (JL Mélenchon, N. Arthaud, P. Poutou et E. Joly). [1] Évidemment, aucune lettre n'avait été adressée aux candidats de l'UMP et du Front national.

Relevons que, la réponse du candidat du NPA [2] est la seule à rappeler l'historique de la lutte pour l'école publique dans les Mauges et à proposer que les fonds publics soient réservés à l'école publique : « (...) *l'enseignement public et l'enseignement privé ne sont pas "complémentaires". Ils sont contradictoires et le droit à l'enseignement public gratuit doit être assuré sur tout le territoire. La puissance publique et les collectivités locales ne doivent avoir pour objectif que le développement de l'école publique laïque, de la maternelle à l'université. Les fonds publics doivent lui être réservés. À terme, l'enseignement privé doit faire l'objet d'une nationalisation laïque avec maintien dans l'emploi sans perte de salaire de ses personnels et leur intégration aux corps de fonctionnaires correspondants.* »

[1] JL Mélenchon rappelle dans sa réponse les grands principes généraux de la laïcité sans traiter le cas particulier des Mauges. Éva Joly vante l'action institutionnelle des élus EELV au sein du Conseil régional. Nous n'avons pas eu connaissance de la réponse de N. Arthaud, parvenue aux collectifs sous forme papier seulement.

[2] la lettre de Philippe Poutou est publiée en intégralité sur notre site : <http://npa49.free.fr/spip.php?article253>